

Chambéry le 12 mai 2006



A l'intention des écoles et clubs concernés

Bonjour à tous,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-dessous un extrait de la demande de Gérard Delacotte, cadre technique en charge de l'espace aérien au niveau National.

Si vous êtes concernés par le survol des parcs nationaux (Ecrins et Vanoise pour notre région), je vous remercie de me faire parvenir vos remarques le plus rapidement possible à l'adresse suivante : jean-marc.ardhuin@wanadoo.fr

En vous remerciant pour votre collaboration.

Après une première action auprès du MJSVA et du MEDD, menée avec le concours du CSSM et visant à obtenir une différenciation de traitement entre les aéronefs motorisés et non motorisés pour ce qui concerne le survol des parcs nationaux, nous allons à présent passer à la deuxième phase, qui consistera, pour chacun des parcs et au cas par cas, à recenser les modifications qu'il serait souhaitable de pouvoir apporter au dispositif actuel, pour une meilleure prise en compte de notre activité.

En effet, la ministre s'est engagée à prendre en compte une différence de traitement, sans, pour autant que cela apparaisse avec plus de précisions dans le texte de loi. Le décret général affirmera cette disposition en précisant que les mesures seront étudiées et définies avec chaque parc.

Il n'est donc pas prévu de mesure générale et il appartiendra aux fédérations concernées de faire état de leurs besoins en argumentant les demandes.

Nous avons évoqué différents cas de figure :

- disposer en certains endroits de possibilités de transit*
- pouvoir en certains lieux évoluer nettement en dessous des 1000 m (pas forcément toute l'année)*
- pouvoir définir des cheminements logiques en bordure*
- pouvoir accéder à certains sommets pour la pratique du paralpinisme ou du vol rando*


L'action sera forcément délicate à mener car la sensibilité de ces espaces est grande et une action mal présentée pourrait obtenir rapidement l'effet inverse de celui recherché. De même, il ne s'agit pas pour nous de demander à s'affranchir des règles générales de ces entités. Par ailleurs il nous faudra prendre en compte la faisabilité réelle de nos demandes afin de ne pas risquer rapidement des incidents fréquents dans des secteurs par ailleurs souvent difficiles et hostiles.

Pour mener à bien cette phase, je serai en charge de coordonner le dossier d'ensemble, je

135 rue du Mâconnais

73000 Chambéry le Haut

 lrvl@wanadoo.fr

 04 79 71 94 75

www.lrvl.ffvl.fr

souhaite pouvoir m'appuyer sur vous en tant que relais régional. Il est évident que vous devriez pouvoir vous appuyer sur des personnes ressources ayant une bonne connaissance de cette problématique : Les RRS ainsi que les DTE concernés ou certains responsables de clubs locaux ou encore toute personne particulièrement compétente en la matière, devraient pouvoir vous apporter les éléments utiles.

Après la collecte des données, nous procéderons à des échanges avec la FFVV qui réalise le même travail de son côté afin d'affiner la stratégie à mettre en place pour tenter d'obtenir satisfaction pour les demandes que nous formulerons.

C'est, il me semble, au départ qu'il sera important de bien expliquer le cadre de la démarche à tous afin que chacun puisse bien cibler le cadre de notre action.

Faites moi part de vos remarques le cas échéant : pour ce qui concerne les données recueillies, il serait bon de pouvoir les faire figurer les textes sous Word et les données pratiques sur une carte de type 1/100 000 qui devrait permettre de visualiser les éléments d'ensemble. Si des précisions supplémentaires étaient nécessaires pour un secteur particulier, une carte au 1/25 000 pourrait être utilisée en complément.

Plus tôt nous disposerons de ces données, plus nous disposerons de temps pour préparer l'action à mener auprès de chaque entité. Je dois en principe faire un premier point début mai avec la FFVV

Jean-Marc Arduin Cadre technique Ligue Rhône Alpes.